

Le rapport sur l'état du climat et l'accent sur le stress hydrique et les risques liés

Dossier de la rédaction de H2o
October 2022

Le stress hydrique et les risques liés à l'eau, tels que les sécheresses et les inondations dévastatrices, touchent de plein fouet les communautés, les économies et les écosystèmes africains. Les régimes pluviométriques sont perturbés, les glaciers disparaissent et les principaux lacs rétrécissent. Selon un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'augmentation de la demande en eau, conjuguée à des approvisionnements limités et imprévisibles, risque d'aggraver les conflits et les déplacements.

Le rapport d'état du climat en Afrique 2021 s'intéresse plus particulièrement à l'eau. Selon les estimations, le stress hydrique marqué qui s'agit en Afrique touche environ 250 millions de personnes sur le continent et pourrait entraîner le déplacement de 700 millions de personnes d'ici à 2030. Selon toute probabilité, quatre pays africains sur cinq ne disposeront pas de ressources en eau grâce à une demande durable d'ici à 2030. "L'aggravation de la crise et la famine qui menace la corne de l'Afrique, en proie à la sécheresse, montrent comment le changement climatique peut exacerber les chocs hydriques, menacer la vie de centaines de milliers de personnes et déstabiliser des communautés, des pays et des régions entières", a déclaré le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. "Le climat de l'Afrique s'est raccordé davantage que le climat mondial moyen depuis l'époque préindustrielle (1850-1900). Parallèlement, le niveau de la mer monte plus vite le long des côtes africaines que dans le monde en moyenne, ce qui contribue à accroître la fréquence et la gravité des inondations et de l'érosion côtière, ainsi que la salinité dans les villes de faible altitude. Les changements qui touchent les masses d'eau continentales ont des répercussions majeures sur le secteur agricole, les écosystèmes et la biodiversité", a poursuivi M. Taalas. "La hausse des températures, les canicules, les inondations massives, les cyclones tropicaux, les sécheresses prolongées et l'élévation du niveau de la mer entraînent des pertes en vies humaines, des dommages matériels et des déplacements de population qui compromettent la capacité de l'Afrique à tenir ses engagements pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et concrétiser les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine - L'Afrique que nous voulons -, qui trace la voie que devrait suivre l'Afrique pour accéder à une croissance économique et un développement inclusifs et durables", a déclaré Josefa Leon Correia Sacko, commissaire chargée de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable, au sein de la Commission de l'Union africaine.

Ce rapport, le troisième de la série, est le fruit d'une initiative conjointe de l'OMM et de la Commission de l'Union africaine et a reçu des contributions d'un large éventail d'organismes des Nations unies, de services météorologiques et hydrologiques nationaux, de partenaires du développement et d'experts en climatologie. Le rapport et la présentation numérique en images qui l'accompagne sont lancés lors d'une réunion ministérielle consacrée à l'initiative Integrated Early Warning and Early Action System (système intégré d'alertes précoce et d'actions rapides) à Maputo, au Mozambique. À l'heure actuelle, seuls 40 % de la population africaine ont accès à des systèmes d'alerte précoce qui peuvent les protéger contre les effets des phénomènes météorologiques extrêmes et du changement climatique. L'action climatique prend néanmoins de l'ampleur. Plus de 40 pays africains ont révisé leurs plans nationaux pour le climat (contributions déterminées au niveau national) afin de rehausser leur niveau d'ambition et d'y ajouter des engagements plus importants en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Bien que l'Afrique ne contribue aux émissions mondiales de gaz à effet de serre qu'à hauteur de 2 à 3 %, plus de 83 % des plans nationaux pour le climat comportent des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ciblés dans des domaines tels que l'énergie, l'agriculture, les déchets, l'affectation des terres et la sylviculture. Le rapport d'état du climat en Afrique 2021 formule un certain nombre de recommandations, notamment pour renforcer les systèmes d'alerte précoce et intensifier la coopération transfrontalière, les échanges de données et le partage des connaissances. Il est important d'accroître les investissements dans l'adaptation et d'agir de façon concertée en faveur d'une gestion plus intégrée des ressources en eau.

Principaux messages - OMM